

Comment leur faire peur



Les rigolards de la photo sont des militaires birmanes. Ils ont de quoi se marrer. Ils se remplissent la panse depuis des décennies en exploitant et réprimant à la matraque et au fusil la population de leur pays. Outre Aung San Suu Kyi - 14 années de résidence surveillée sur les 20 dernières - le pays compte 2100 prisonniers politiques détenus pour les motifs arbitraires.

Aujourd'hui, j'ai rencontré Bo Kyi (sept ans et trois mois de prison lui-même), qui s'occupe comme il peut de ces détenus et de leurs familles par le biais de son association AAPP-Association Assistance for Political Prisoners / Burma).

Il faut savoir qu'en Birmanie, il y a des gens formidables - avocats, artistes, journalistes, etc. - qui risquent tous les jours l'arrestation et la torture pour que la liberté continue d'exister par des réseaux clandestins, et parfois par des protestations publiques.

Pour nous Occidentaux, l'éternelle question est: que pouvons-nous faire? Boycoter le pays comme touristes? Non, c'est isoler encore plus la population; mieux vaut y aller et voyager intelligemment, en évitant par exemple les tours opérateurs qui, pour la plupart, engraisent la junte. Demander à Total de se retirer? Même Human Rights Watch ne le demande pas. Total fait déjà quelque chose, pourrait faire plus sans doute, mais laisser la place aux Chinois n'est sans doute pas la solution.

En parlant avec David Mathieson, qui suit de près la Birmanie pour HWR, j'ai trouvé intéressante son idée de créer une liste commune des salopards dont il faudrait bloquer les comptes partout dans le monde. Pour l'instant, les Etats-Unis, l'Australie, le Canada, l'UE, la Suisse ont chacun leur liste de militaires birmanes peu fréquentables, mais elle est souvent trop longue, dépassée et pleine de trous. Ainsi, les sociétés qui remplissent les poches de ces messieurs n'y figurent souvent pas.

"Il faudrait convoquer une conférence internationale et s'entendre sur une liste assez courte mais efficace des personnages les plus en vue et des sociétés qu'ils contrôlent", dit David Mathieson. Elle pourrait être ensuite publiée sur internet, avec photos, pour que chacun puisse la consulter. Techniquement, le blocage des comptes et des transferts est tout-à-fait possible, la lutte anti-terroriste d'après-11 septembre a tout de même servi à quelque chose. C'est surtout la volonté politique qui fait défaut.

Quant à l'efficacité, elle est bien supérieure à celle des autres sanctions. Face à la junte sanguinaire de Guinée Conakry, c'est la seule mesure qui a eu un peu d'effet (pas assez jusqu'ici). Le reste, les embargos militaires, sont de la rigolade pour les truands en uniforme.

Alors voilà, c'est une idée que je trouve intéressante de faire circuler, avec cette autre proposition de Bo Kyi, concernant les ex-prisonniers politiques: les organisations ou entreprises actives en Birmanie devraient dans la mesure du possible les engager, leur donner une formation et du travail. D'abord, ça permettrait de les réinsérer dans la société, ensuite ils seraient mieux protégés. Là aussi, il faut juste un peu de courage.